



Ne pas diffuser avant

12 H 00

12 juin 2020

EMBARGO

Depuis 50 ans, faute d'emplois, des territoires se dépeuplent en Occitanie

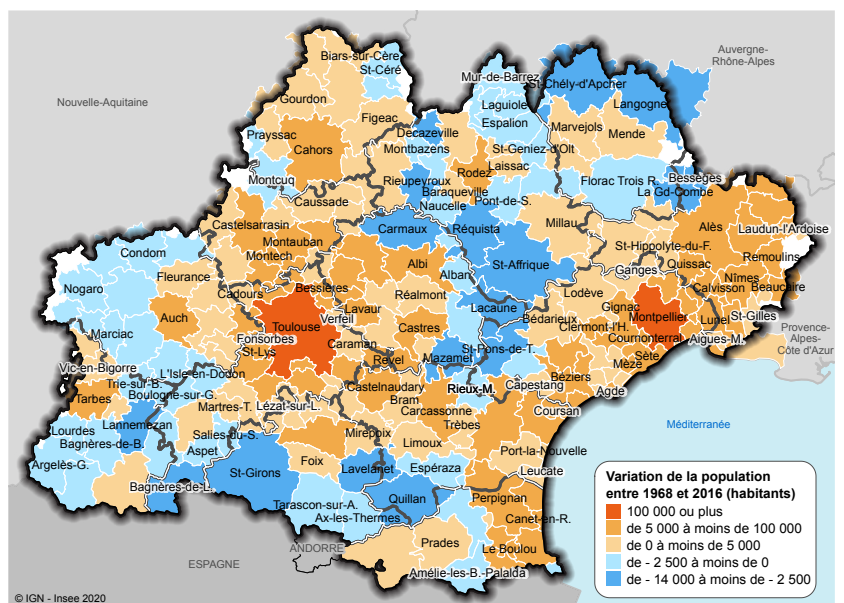
Avec la disparition de nombreuses exploitations agricoles familiales et d'anciennes industries, certains territoires d'Occitanie sont aujourd'hui moins peuplés qu'il y a cinquante ans. Au sud du Massif central, dans les Pyrénées et une partie du Gers, les effectifs d'agriculteurs et d'ouvriers ont beaucoup baissé. Ces actifs n'ont été que partiellement remplacés par des cadres, des professions intermédiaires et des employés. Dans ces bassins de vie, le chômage est disparate, souvent bas dans les territoires agricoles et élevé dans les anciens bassins industriels.

Laurent Bisault, Insee

Difficile de rester vivre au pays quand l'emploi fait défaut. C'est ce qu'ont vécu les habitants de 63 des 215 bassins de vie (*définitions*) d'Occitanie sur les cinquante dernières années. Soixante-trois bassins dont la population a diminué entre 1968 et 2016 alors que l'ensemble de la région connaissait un fort dynamisme démographique. La population y a aussi vieilli plus rapidement que dans le reste de la région, les plus jeunes étant partis étudier et travailler ailleurs. Ils étaient 788 000 habitants en 1968 dans ces territoires. Ils ne sont plus que 645 000 à y résider en 2016. Au sud du Massif central, en Margeride, dans l'Aubrac, les Cévennes, une partie du Tarn, dans les Pyrénées, mais aussi à l'ouest du Gers (*figures 1 et 2*). Des bassins de vie où l'emploi a baissé ou au mieux stagné, ce qui a réduit d'autant la possibilité de vivre sur place, sachant que les autres pôles d'activité sont trop éloignés pour permettre aux habitants de résider dans ces bassins et de travailler

1 Déclin démographique dans les montagnes et une partie du Gers

Variation de la population entre 1968 et 2016 dans les bassins de vie d'Occitanie



Source : Insee, recensements de la population

ailleurs. Première cause des pertes d'emplois, la disparition de nombreuses exploitations agricoles a eu d'autant plus de conséquences que souvent plusieurs générations cohabitaient dans ces fermes. L'arrêt total ou partiel d'établissements industriels, dans les mines, le textile ou dans d'autres activités, a également réduit les effectifs de façon plus localisée, mais aussi plus brutale. Dans les villes et campagnes moins peuplées, des artisans et des commerçants ont fermé boutique faute de clients, dans un contexte marqué aussi par de profondes transformations des modes de vie et de consommation. Le nombre de cadres, de professions intermédiaires et d'employés a néanmoins progressé dans ces territoires pour répondre aux nouveaux besoins de l'économie.

La profonde mutation des exploitations agricoles

Quatre-vingt-treize mille emplois d'exploitants et d'ouvriers agricoles ont été perdus dans les territoires en déclin démographique d'Occitanie depuis 1968. Soit 78 % des emplois liés à l'agriculture en moins, un mouvement que l'on retrouve dans le reste de la région comme dans l'ensemble de la France (figure 3). Les exploitants agricoles, les plus nombreux, étaient chefs d'exploitation ou aides-familiaux car l'agriculture a longtemps été une activité où s'impliquaient les femmes, les enfants et parfois les parents en plus du chef d'exploitation. Ces pertes d'emplois ont été rapides de 1968 à 1990, moins par la suite. De tels volumes d'emplois perdus ont été atteints parce que, depuis la France des Trente Glorieuses, les politiques d'orientation agricole ont accéléré l'exode rural. Dans le cadre d'un vaste mouvement de modernisation, les agriculteurs ont agrandi la superficie de leurs exploitations, se sont équipés, ont acheté des machines plus puissantes ; ils ont arraché les haies tout en se tournant vers la chimie. Beaucoup de petites exploitations familiales qui associaient culture et élevage ont disparu. L'agriculture a fortement régressé dans certaines zones montagneuses¹, mais elle est partout devenue économe en main-d'œuvre. Autre raison du changement de modèle agricole : comme dans le reste de la société française, les femmes d'agriculteurs sont progressivement devenues de plus en plus autonomes sur le plan économique. Une transformation qui a été facilitée parce que leur présence était de moins en moins nécessaire à la ferme, et souvent indispensable à l'extérieur pour apporter un second revenu au foyer. Dans les territoires en déclin démographique d'Occitanie, les conjointes d'agriculteurs étaient 95 % à travailler sur l'exploitation en 1968, elles ont progressivement cherché et trouvé un

¹ cf. pour en savoir plus : Agreste-Cahiers n° 1

2 Moins d'emplois, moins d'habitants

Variations de l'emploi¹ et de la population en Occitanie entre 1968 et 2016

	Bassins de vie dont la population baisse de 1968 à 2016	Bassins de vie dont la population augmente de 1968 à 2016	Ensemble Occitanie
Emploi	1968	288 000	1 117 000
	2016	210 000	1 981 000
	Variation 1968-2016	- 78 000	+ 864 000
	Variation (%)	- 27	+ 77
Population	1968	788 000	3 102 000
	2016	645 000	5 140 000
	Variation 1968-2016	- 143 000	+ 2 038 000
	Variation (%)	- 18	+ 66

¹ Les emplois sont comptabilisés au lieu de travail.

Source : Insee, recensements de la population

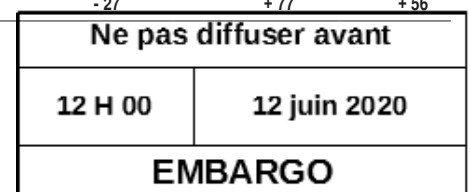
3 Les emplois agricoles ont baissé de 80 % en 50 ans

Variation de l'emploi¹ par catégorie socioprofessionnelle entre 1968 et 2016 en Occitanie

Catégorie socioprofessionnelle (CSP)	Bassins de vie dont la population baisse de 1968 à 2016	Bassins de vie dont la population augmente de 1968 à 2016	Ensemble Occitanie
Exploitants et ouvriers agricoles	1968	118 000	246 000
	2016	25 000	57 000
	Variation 1968-2016	- 93 000	- 189 000
	Variation 1968-2016 (%)	- 78	- 77
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	1968	34 000	128 000
	2016	25 000	163 000
	Variation 1968-2016	- 9 000	+ 35 000
	Variation 1968-2016 (%)	- 28	+ 27
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1968	6 000	55 000
	2016	17 000	344 000
	Variation 1968-2016	+ 11 000	+ 289 000
	Variation 1968-2016 (%)	+ 167	+ 527
Professions intermédiaires	1968	22 000	132 000
	2016	42 000	532 000
	Variation 1968-2016	+ 20 000	+ 400 000
	Variation 1968-2016 (%)	+ 89	+ 303
Employés	1968	32 000	231 000
	2016	62 000	559 000
	Variation 1968-2016	+ 30 000	+ 328 000
	Variation 1968-2016 (%)	+ 92	+ 142
Ouvriers non agricoles	1968	76 000	324 000
	2016	39 000	326 000
	Variation 1968-2016	- 37 000	+ 2 000
	Variation 1968-2016 (%)	- 48	0
Ensemble des CSP	1968	288 000	1 117 000
	2016	210 000	1 981 000
	Variation 1968-2016	- 78 000	+ 864 000
	Variation 1968-2016 (%)	- 27	+ 77

¹ Les emplois sont comptabilisés au lieu de travail.

Source : Insee, recensements de la population



emploi en dehors de l'exploitation (figure 4). La transformation s'est faite progressivement jusqu'en 1982, plus rapidement ensuite, au point que le travail en dehors de la ferme était devenu majoritaire pour les épouses en 2008. Les descendants ont de même été nombreux à quitter le foyer familial pour aller vivre et travailler ailleurs. Ceux qui sont restés à la ferme sont donc le plus souvent ceux qui ont continué à y travailler. Les parents d'agriculteurs ont par ailleurs rarement quitté l'endroit où ils ont toujours vécu. Ces transformations du modèle de l'exploitation agricole ont marqué l'ensemble de la France rurale. Elles ont eu des conséquences sensibles dans les territoires d'Occitanie où l'emploi agricole était important. En 1968, les emplois d'exploitants et d'ouvriers agricoles constituaient ainsi 80 % des effectifs autour de Trie-sur-Baïse entre Hautes-Pyrénées et Gers, 75 % à Rieupeyroux dans l'Aveyron, 73 % à Marciac (Gers) et un peu plus de 70 % à Alban (Tarn) et L'Isle-en-Dodon (Haute-Garonne). Cinquante années plus tard, les emplois agricoles ont drastiquement chuté. Ils ne constituent plus que 12 % des effectifs dans les territoires en déclin démographique, l'essentiel du chemin ayant déjà été fait à la fin des années 2000. Les fiefs régionaux de l'agriculture sont toujours les mêmes, mais elle mobilise désormais à peine plus de 30 % de l'ensemble des emplois à Réquista et Pont-de-Salars (Aveyron), un peu moins à Laguiole (Aveyron), Alban et Trie-sur-Baïse, et seulement 21 % à Marciac.

La fin de certaines histoires industrielles

La fin de vieilles industries, mines, métallurgie et textile-habillement pour l'essentiel, a constitué la seconde cause des baisses d'emplois dans les bassins en déclin démographique. Ces territoires ont perdu 37 000 postes d'ouvriers non agricoles de 1968 à 2016, alors que ces postes étaient stables en nombre mais profondément transformés dans le reste de la région (nouveaux secteurs d'activité, qualification croissante...). À La Grand-Combe (Gard), Carmaux (Tarn) et Decazeville (Aveyron), les mines de charbon se sont taries (figure 5). À Ganges (Hérault) et à Amélie-les Bains (Pyrénées-Orientales), on a cessé d'extraire du fer et du zinc. La métallurgie s'est éteinte à Bessèges dans les Cévennes et à Decazeville où elle avait pris le relais de l'activité minière. Alors que l'entreprise s'était installée dans les Pyrénées pour bénéficier de tarifs avantageux d'électricité, et de gaz à proximité du gisement de Lacq, Pechiney a arrêté sa production d'aluminium autour de Tarascon-sur-Ariège, ainsi qu'à Marignac à côté de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne) et Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Une grosse partie des suppressions d'emplois viennent du textile, de l'habillement et de l'industrie du

4 Les femmes d'agriculteurs quittent la ferme pour travailler ailleurs

Répartition des membres de la famille des exploitants agricoles par catégorie socioprofessionnelle (CSP) dans les bassins de vie en déclin démographique d'Occitanie (en %)

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
Conjointes						
Agricultrices exploitantes	95	90	88	76	57	47
Autres CSP	5	10	12	24	43	53
Ensemble	100	100	100	100	100	100
Enfants						
Agriculteurs exploitants	74	69	66	72	70	67
Autres CSP	26	31	34	28	30	33
Ensemble	100	100	100	100	100	100
Parents						
Agriculteurs exploitants	94	93	94	85	91	89
Autres CSP	6	7	6	15	9	11
Ensemble	100	100	100	100	100	100

Lecture : 47 % des conjointes d'agriculteurs travaillent sur l'exploitation en 2008, contre 95 % en 1968.

Champ : individus de 15 ans ou plus appartenant à des ménages dont la personne de référence est un homme agriculteur et dont le lieu de travail se trouve dans un bassin de vie en déclin démographique en Occitanie.

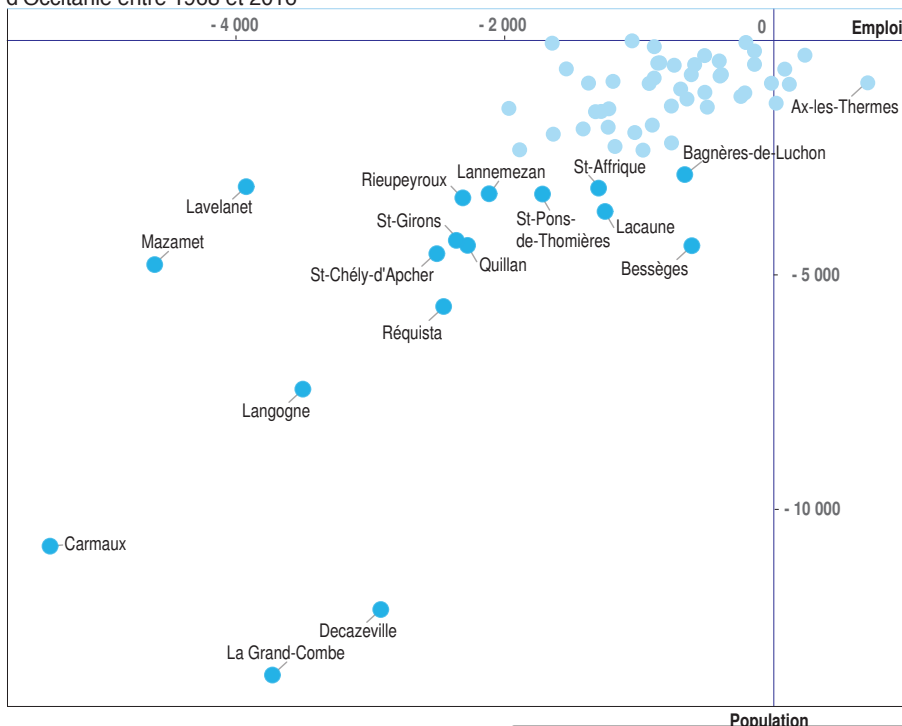
Source : Insee, recensements de la population

cuir, qui structuraient bon nombre de bassins en 1968. Dans les bastions de Lavelanet en Ariège et de Mazamet dans le Tarn. Mais aussi à Saint-Pons-de-Thomières (Hérault) et Amélie-les-Bains où on fabriquait des toiles et des espadrilles. Dans la haute vallée de l'Aude à Espérazac, où la chapellerie côtoyait l'industrie de la chaussure également présente à Quillan. À proximité des mines de Carmaux, on transformait la laine ainsi qu'à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) et à Saint-Affrique (Aveyron). La fabrication du

formica a aussi disparu de Quillan et la pâte à papier a périclité à Saint-Girons (Ariège). Les fins de ces histoires industrielles ont été d'autant plus douloureuses qu'elles se sont déroulées sur fond de baisse d'emploi agricole. Certes les bassins miniers de La Grand-Combe et Decazeville ou le bassin métallurgique de Bessèges ne laissent qu'une faible place à l'agriculture, mais ce n'était pas le cas ailleurs. Dans les bassins de vie de Carmaux, Quillan, Bagnères-de-Luchon, Saint-Pons-de-Thomières ou

5 Baisse les plus marquées dans les territoires industriels

Variations de population et d'emploi¹ dans les bassins de vie en déclin démographique d'Occitanie entre 1968 et 2016



¹ Les emplois sont comptabilisés au lieu de travail.

Source : Insee, recensements de la population

Ne pas diffuser avant

12 H 00	12 juin 2020
EMBARGO	

Lannemezan, l'agriculture était encore importante. Et à Saint-Girons, les emplois agricoles constituaient encore la moitié des effectifs en 1968.

Des emplois de cadres mais en nombre restreint

Avec la baisse de la population, les territoires en déclin ont perdu 9 000 postes d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise. Davantage de commerçants que d'artisans, car le commerce traditionnel a souffert de l'expansion de la grande distribution. Pour s'adapter aux nouveaux besoins d'une économie de plus en plus tertiaire, le nombre de cadres a augmenté comme celui des professions intermédiaires et des employés. Cet essor concerne la plupart des métiers. Comme partout en France, des professeurs et des professions libérales parmi les cadres pour accompagner l'obligation de suivre des

études jusqu'à seize ans instaurée en 1975 et le développement des métiers liés à la santé. Des professions intermédiaires de la santé et des professions administratives. Ainsi que des employés de commerce, des employés administratifs d'entreprise ou de la fonction publique. En dépit de ces transformations profondes, dans les zones en déclin démographique, l'emploi demeure encore aujourd'hui plus agricole et globalement peu qualifié. Les exploitants et ouvriers agricoles occupent ainsi 12 % des emplois contre 3 % dans le reste de la région qui englobe aussi bien les plus grandes villes que certains bassins de vie plus ruraux en croissance démographique.

Un chômage disparate

Le recul des populations s'est traduit différemment selon les territoires sur les niveaux du chômage. En 2016, le chômage est

bas dans des bassins en déclin démographique essentiellement agricoles, de l'Aveyron et de Lozère, ainsi que dans quelques bassins du Tarn ou des Hautes-Pyrénées. Ici, la régulation du marché du travail semble s'être opérée par le départ de ceux qui n'ont pas repris la ferme. On y dénombre souvent moins de 10 % de chômeurs et parfois moins de 5 % (*définitions*). Il en a été autrement là où l'industrie a disparu : dans les anciens bassins miniers, métallurgiques, dans les territoires qui furent spécialisés dans le textile, dans la Haute vallée de l'Aude ou à Saint-Girons. Là où des ouvriers privés d'emplois sont souvent restés, d'abord au chômage puis en dehors du marché du travail. La part des chômeurs dans la population active dépasse ainsi en 2016 les 20 % à La Grand-Combe, Bessèges, Lavelanet, Amélie-les-Bains ou Quillan. ■

Sources et définitions

L'étude s'appuie sur les **recensements de la population** de 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008 et 2016. Sur ces cinquante années, différentes nomenclatures d'activités et de catégories socioprofessionnelles ont été utilisées pour adapter l'outil statistique aux évolutions de la société française. Elles ne permettent des mesures sectorielles que très agrégées mais autorisent une connaissance plus fine des catégories socioprofessionnelles. Les exploitants comme les ouvriers agricoles sont pris ici au sens large, à savoir y compris ceux de la sylviculture et de la pêche.

Le **bassin de vie** est le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. Il y en a 1 663 en France dont 215 situés principalement en Occitanie, un bassin pouvant être implanté sur plusieurs régions. Une centaine de communes d'Auvergne-Rhône-Alpes, de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Nouvelle-Aquitaine sont ainsi rattachées à un bassin de vie d'Occitanie. Et 80 communes d'Occitanie font partie d'un bassin principalement implanté dans une autre région.

L'**indicateur de chômage** au sens du recensement de la population est le nombre de personnes de 15 à 64 ans qui ont déclaré être au chômage au recensement, divisé par la population active au sens du recensement.

Ne pas diffuser avant	
12 H 00	12 juin 2020
EMBARGO	

Insee Occitanie
36, rue des Trente-Six Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE Cedex 4

Directrice de la publication :
Caroline JAMET

Rédactrice en chef :
Michèle EVEN

Mise en page et impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2492-1629 (version imprimée)
ISSN : 2493-4178 (version en ligne)

© Insee 2020

Pour en savoir plus

- « L'emploi non qualifié a changé de visage en trente ans », *Insee Flash Occitanie*, n° 45, novembre 2017
- « L'agriculture s'intensifie, l'urbain s'étend... et l'occupation du territoire enregistre les transformations à l'œuvre », *Agreste-Cahiers*, n° 1, mars 2001
- « L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiements uniques » in « L'agriculture, nouveaux défis », *Insee Références*, janvier 2007

